

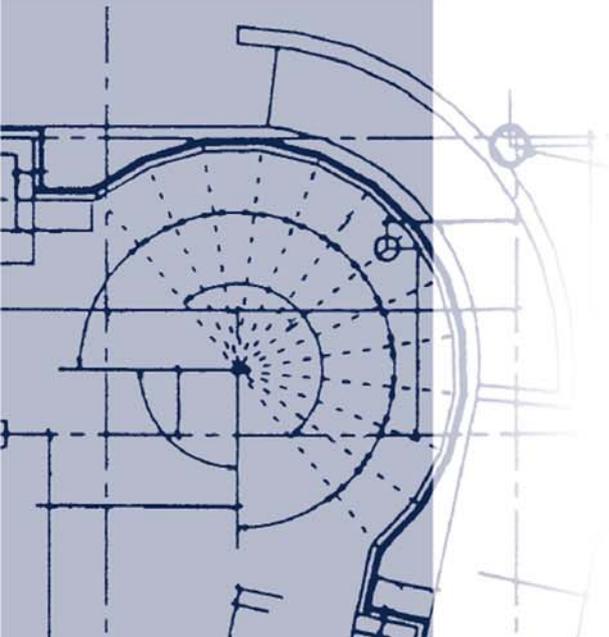
N°35

Décembre 2003



NEWSLETTER DE LA CSSF

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER



Banques

Somme des bilans des banques au 31 octobre 2003 quasi inchangée

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 660,18 milliards au 31 octobre 2003 par rapport à EUR 659,75 milliards au 30 septembre 2003, soit une très légère hausse de 0,07%.

Au 30 novembre 2003, le nombre des établissements de crédit inscrits sur la liste officielle est resté inchangé (172 unités).

Professionnels du secteur financier (PSF)

Somme des bilans en légère baisse

Suivant les données établies au 31 octobre 2003, la somme des bilans de l'ensemble des professionnels du secteur financier (141 entreprises en activité) se chiffre à EUR 2,470 milliards contre EUR 2,491 milliards au mois précédent, soit une diminution de 0,83 %.

Le résultat net global pour ces mêmes entreprises s'établit au 31 octobre 2003 à EUR 325,90 millions (141 entreprises en activité) contre EUR 277,62 millions à la fin du mois d'octobre de l'année précédente (147 entreprises en activité au 31.10.2002).

Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 30 novembre 2003)

Catégorie		Nombre
<i>Entreprises d'investissement</i>		
Commissionnaires	COM	16
Gérants de fortunes	GF	49
Professionnels intervenant pour leur propre compte	PIPC	16
Distributeurs de parts d'OPC	DIST	46
Preneurs ferme	PF	3
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	DEP	3
<i>PSF autres que les entreprises d'investissement</i>		
Conseillers en opérations financières	COF	9
Courtiers	COU	5
Teneurs de marché	TM	2
Entité pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux	EPT	1
Domiciliataires de sociétés	DOM	35
Agents de communication à la clientèle	ACC	2
TOTAL *		142

* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

Organismes de placement collectif

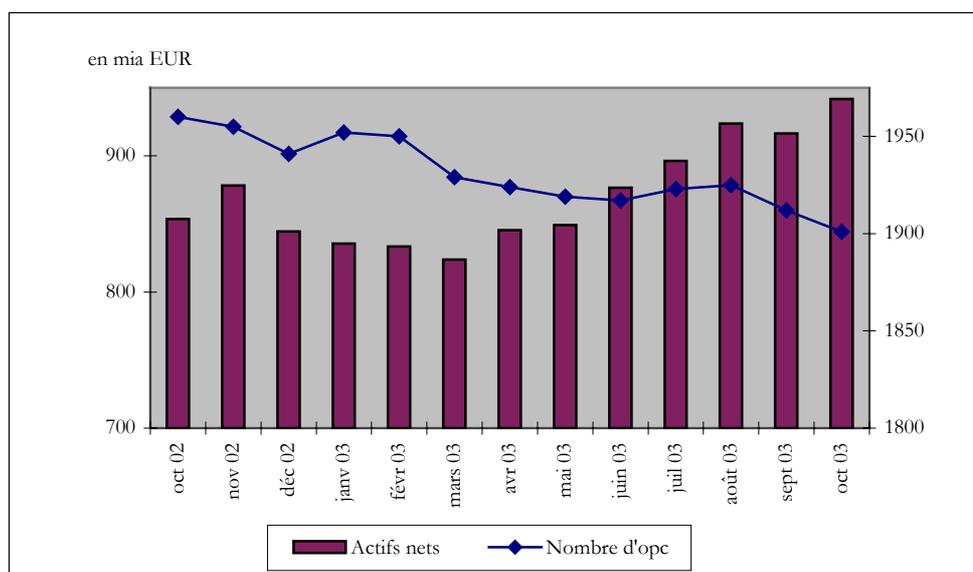
Patrimoine global des OPC en hausse à la fin du mois d'octobre 2003

(communiqué à la presse le 27 novembre 2003)

Au 31 octobre 2003, le patrimoine global net des organismes de placement collectif s'est élevé à EUR 941,755 milliards contre EUR 916,417 milliards au 30 septembre 2003. Le secteur des organismes de placement collectif luxembourgeois a par conséquent augmenté de 2,76% par rapport au mois de septembre 2003. Pour le mois d'octobre 2003, le secteur fait état d'une augmentation de 11,52% par rapport au 31 décembre 2002 où le patrimoine global net était de EUR 844,508 milliards. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en progression de 10,31%.

Au cours du mois d'octobre 2003, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 8,784 milliards. Par rapport au 31 décembre 2002, l'investissement net en capital s'élève à EUR 64,417 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 1.901 par rapport à 1.912 le mois précédent. 1.187 opc ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 6.876 compartiments. En y ajoutant les 714 opc à structure classique, un nombre total de 7.590 unités sont actives sur la place financière.



Actions entreprises par la CSSF en ce qui concerne les pratiques de 'market timing' ou de 'late trading' dans le contexte des organismes de placement collectif

Au cours du mois de novembre 2003, la CSSF a mené une enquête auprès des sociétés de gestion, des administrations centrales, des agents de transfert et de registre et des banques dépositaires d'organismes de placement collectif de droit luxembourgeois en relation avec des pratiques de 'late trading' et de 'market timing'.

Dans le cadre de ces enquêtes, la CSSF a envoyé des lettres aux entités précitées et leur a demandé de fournir une réponse à une série de questions, qui ont trait notamment aux procédures spécifiques mises en place en rapport avec les pratiques de 'market timing' et de 'late trading' ainsi qu'aux cas de 'market timing' et de 'late trading' éventuellement détectés.

La CSSF a également demandé à ces entités de fournir des détails sur les procédures en place qui se rapportent aux transactions pour compte propre du personnel et visant plus particulièrement des transactions sur des OPC pour lesquels ces entités assurent une ou plusieurs fonctions.

Coopération internationale

Signature d'un Memorandum of Understanding (MOU) avec l'autorité des marchés roumaine

L'autorité des marchés de Roumanie et la CSSF ont signé le 14 novembre 2003 un accord de coopération en matière d'échange d'informations. Le champ d'application de ce Memorandum of understanding (MOU) concerne les délits boursiers en général, le renforcement de la réglementation, la qualité des acteurs actifs sur les marchés et le devoir d'information des émetteurs.

Réglementation

Résultats de la troisième étude quantitative d'impact (QIS3) pour les établissements de crédit luxembourgeois

La Commission de Surveillance du Secteur Financier a invité tous les établissements de crédit de droit luxembourgeois à travers la lettre-circulaire du 25 octobre 2002 à participer à la troisième étude quantitative d'impact sur le nouveau dispositif réglementaire en matière d'adéquation en fonds propres (QIS3). Les résultats finaux de l'étude, ainsi que l'impact des changements intervenus suite au troisième papier consultatif du Comité de Bâle (CP3) ont été présentés le 21 juillet 2003 aux établissements de crédit ayant participé à l'exercice dans les locaux de la CSSF.

Couverture

La CSSF a reçu 18 réponses au questionnaire représentant entre 50% et 55% de la somme de bilan, respectivement des fonds propres tels que repris au numérateur du ratio de solvabilité sur l'échantillon des 122 établissements de crédit de droit luxembourgeois devant respecter un ratio de solvabilité défini par la Commission de Surveillance du Secteur Financier à la date du 31 décembre 2002. L'échantillon comportait des banques avec des profils très divers, allant de banques actives dans tous les métiers jusqu'aux banques spécialisées. La couverture des actifs inclus dans l'exercice était dans tous les cas supérieure à 80% des encours des banques et, cela le cas échéant, pour les bilans consolidés ou sous-consolidés.

Du côté du risque de crédit, il s'agit de noter que 16 banques ont répondu à l'approche standardisée, 10 banques à l'approche de base et 3 banques à l'approche avancée de la méthode IRB. 14 banques étaient en mesure de répondre à l'approche standardisée pour le risque opérationnel. Aucune banque n'a fourni des résultats selon l'« Advanced Measurement Approach ».

Risque de crédit

Les résultats globaux sont en ligne avec ceux obtenus pour les autres banques européennes appartenant au deuxième groupe. Ainsi, les exigences en fonds propres se voient augmentées de 8% pour l'approche standard (7% en tenant compte des changements intervenus après CP3), dû principalement à l'augmentation des exigences sur les encours interbancaires et la nouvelle charge en capital pour le risque opérationnel dont l'effet a été directement incorporé.

Les exigences en fonds propres connaissent par contre une baisse de 22% (21% selon CP3) pour l'approche de base de la méthode IRB suite aux réductions sensibles pour les classes d'actif des crédits « corporates » et de détail (« retail »). Notons encore que des simulations additionnelles ont montré que les exigences en fonds propres baisseraient de près de 11% si les banques appliquaient la maturité explicite, reflétant une maturité moyenne nettement inférieure à 2,5 ans pour notamment les encours interbancaires.

Risque opérationnel

Les exigences en fonds propres dues au risque opérationnel s'élevaient à 6,29% pour l'approche de l'indicateur de base et à 6,11% pour l'approche standardisée. Les résultats par banque divergeaient néanmoins fortement et dépendaient de la répartition des activités. En effet, la répartition des exigences entre les lignes de métier reflétait largement leurs niveaux de pondérations (facteur bêta) respectifs.

LISTE DES BANQUES

Il n'y a pas eu de changement au cours du mois de novembre 2003.

LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouvel établissement :

LETTERSHP S.A.

Agent de communication à la clientèle
Zone Industrielle Bombicht, L-6947 Niederanven
Autorisation ministérielle du 25 novembre 2003

Retrait :

BRIGHT CAPITAL LIMITED, Londres (Royaume-Uni), succursale de Luxembourg
Arrêt d'activités le 6 novembre 2003

Changement d'adresse :

BEARBULL (LUXEMBOURG) S.A.

12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le **mois d'octobre 2003** de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988, de la loi du 20 décembre 2002 et de la loi du 19 juillet 1991

Inscriptions

- 1. SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- ABN AMRO ALTERNATIVE INVESTMENTS, 46, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- ADIG SELEKTION DIVIDENDE, 1a-1b, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- ADIG SELEKTION INVEST 1/2009, 1a-1b, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- ADIG SELEKTION INVEST 2/2009, 1a-1b, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- DBSAM FUNDS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- DIT-LAUFZEITFONDS EXTRA 2007, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DWS ABS FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS BEST USA GARANT, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS EUROLAND KONZEPT 2009, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- GÖHRINGER BASISPORTFOLIO, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach

- LELEUX INVEST, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LUXEMBOURG SELECTION FUND, 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- MANAGERSELECT FONDS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- MEESPIERSON SPECIALS FUND, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- OAKTREE CAPITAL MANAGEMENT FUND II (EUROPE), 1A, HEIENHAFF, L-1736 Senningerberg
- OPPENHEIM ABS PLUS, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- PROFILO SPINNAKER INVESTMENT FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- SHORT-TERM-CORP.-INVEST, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- SWIP GLOBAL SICAV, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- TKE FUND, 33, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: EUROPA (2011) I, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: EUROPA (2011), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

Retraits

- A.L.S.A.-SYSTEM WELT 10/2003, 1a-1b, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- ACTIVEST LUX BOND 10/2003, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- AEGEAN FUNDS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- BESTINVER INTERNATIONAL FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- BRADESCO TEMPLETON FUNDS, 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- CDC EURO OBLIGATIONS, 2, place de Metz, L-1930 Luxembourg
- CL INVESTMENT TRUST, 2, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg
- CREDIT SUISSE COMMODITY FUND (LUX), 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- DEKALUX 1/96 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 1/97 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 1/98 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 10/96 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 10/97 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 4/96 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 4/97 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 4/98 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 7/96 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 7/97 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX 7/98 (3 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX-S RENDITE 10/96 (5 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX-S RENDITE 10/97 (5 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX-S RENDITE 10/98 (5 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX-S RENDITE 4/98 (5 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKALUX-S RENDITE 7/98 (5 JAHRE ROLL-OVER), 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- EPICON BEST FONDS SICAV, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- INDEPENDENT MANAGEMENT FOR INSTITUTIONALS SICAV, 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- LACUNA FCP, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- LO GLOBAL SMALL CAP FUND, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- MANSURII DORIIMU, 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- SELECTION, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- ST. JAMES'S PLACE CAPITAL SICAV, 11a, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- STANDARD FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) UMBRELLA FUND, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- UEB INTERNATIONAL EQUITY FUND OF FUNDS, 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg
- WORLD OPPORTUNITY FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

Place financière

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **172** (30 novembre 2003)

Somme de bilans : **EUR 660,183 milliards** (31 octobre 2003)

Résultat avant provision : **EUR 3,084 milliards** (30 septembre 2003)

Emploi : **22 598 personnes** (30 septembre 2003)

Nombre d'OPC : **1 899** (10 décembre 2003)

Patrimoine global : **EUR 941,755 milliards** (31 octobre 2003)

Nombre de fonds de pension : **9** (30 novembre 2003)

Nombre de sociétés de gestion : **1** (30 novembre 2003)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Nombre de PSF : **142** (30 novembre 2003)

Somme de bilans : **EUR 2,470 milliards** (31 octobre 2003)

Résultat net : **EUR 325,90 millions** (31 octobre 2003)

Emploi : **4 307 personnes** (30 septembre 2003)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 699 personnes** (31 décembre 2002)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 073 personnes** (30 juin 2003)

Emploi total dans les établissements surveillés : **26 905 personnes** (30 septembre 2003)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon

L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu